



## SOMMAIRE

■ MESSAGE DU PRÉSIDENT	P. 2
■ DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ	P. 3
■ BILAN DES ACTIVITÉS	P. 4
■ RÉSULTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE 2002	P. 6
■ BILAN SOCIAL	P. 9
■ PERSPECTIVES 2003	P. 11
■ ETATS COMPTABLES	P. 13
■ ETATS FINANCIERS	P. 15
■ ETAT ANNEXÉ	P. 21



## MESSAGE DU PRÉSIDENT



*Madame, Monsieur et Cher Actionnaire,*

*L'exercice 2002 est marqué par la crise socio-politique que vit la Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre. Cette crise a réduit à néant les efforts de gestion de l'entreprise. Nous terminons l'exercice 2002 non pas avec un bénéfice de 700 Millions de FCFA mais en perte de -750 Millions de FCFA. La crise ayant coûté près de deux Milliards de FCFA à l'entreprise. Depuis quarante deux ans, c'est la première fois que la SODECI affiche un résultat négatif.*

*Hormis la crise que traverse la Côte d'Ivoire, la gestion de SODECI aura été marquée en 2002 par cinq événements majeurs :*

- *La mise en œuvre d'un plan de contrôle et d'économies (mars 2002),*
- *La mise à niveau des fichiers de la clientèle au niveau des sites et du siège réalisé après l'inventaire après avoir observé un écart sur les résiliés. Des actions de recouvrement du contentieux ont été renforcées,*
- *La décision de l'Etat de restreindre les critères d'attribution des Branchements Sociaux (juin 2002) en vue de limiter ceux-ci à une enveloppe de 1 Milliard contre 3 Milliards par le passé,*
- *La nouvelle organisation générale de SODECI avec un PCA et un DG (AGM du 06/06/02),*
- *La négociation du manque à gagner du déficit d'exploitation de 1999-2001 (3,5 Milliards) ; et l'accord de compensation en cours de signature d'une partie de ce déficit avec la surtaxe à reverser.*

*On notera que le personnel a été particulièrement exemplaire au plan de la conduite des activités relatives aux inventaires de branchements, à l'audit qualité de suivi N°2, et surtout durant le dernier trimestre face à la crise que traverse le pays.*

*Je voudrais particulièrement souligner que l'ensemble des collaborateurs a fait preuve d'un réel esprit de solidarité et de service public pour maintenir la continuité de service. L'effort de mobilisation des travailleurs de SODECI est exemplaire pour assurer d'une part la production et la distribution de l'eau dans les zones occupées malgré un environnement extrêmement difficile, d'autre part l'effort exceptionnel pour assurer le service dans les zones libres malgré le manque d'investissements et la saturation du réseau.*

*En ce qui concerne la réalisation des objectifs 2002, le plan d'économie a été tenu voir dépassé (900 Millions contre 500 Millions de FCFA). Mais les objectifs d'amélioration du ratio de facturation n'ont pas été atteints. De même, les objectifs de recouvrement du contentieux ont été durement impactés par la crise.*

*C'est dans ce contexte que les résultats de 2002 s'avèrent exceptionnels et que nous engageons l'exercice 2003 avec un plan ambitieux de renverser les premières tendances négatives 2003 pour nous engager sur un résultat net prévisionnel de +150 Millions.*

*Dans cet environnement difficile, nous devons :*

- *mener les diverses renégociations relatives à nos tarifs et notre rémunération,*
- *et prendre en compte dans nos négociations l'orientation gouvernementale vers la loi sur le transfert des compétences en matière de gestion de l'eau dans les communes, les villes, les districts, les départements et les régions.*

*Mais la SODECI a toujours su depuis 1987 relever à maintes reprises les défis. Les nouvelles orientations stratégiques de management recentrées sur Abidjan ainsi que les mesures de gestion et d'économie prises par la Direction Générale, nous rassurent quant à l'avenir de l'entreprise.*

*Je vous remercie*

*Marcel ZADI KESSY  
Président du Conseil d'Administration*



## DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ

### ORGANIGRAMME DE LA SODECI

M. ZADI KESSY MARCEL KOUASSI BROU	PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DIRECTEUR DU CONTRÔLE ET DES PROCÉDURES
GOUETI BI TRAZIÉ AYEBOUA ODETTE PAOLI JEAN-MARIE	DIRECTEUR GÉNÉRAL DIRECTEUR RISQUE MANAGEMENT DIRECTEUR GÉNÉRAL DES OPÉRATIONS
EBAH BASILE YOBOUÉ DESCORD ANGOFI JACOB APIA EKRA JOSEPH TAPÉ ZÉKRÉ DA CRUZ DOMINIQUE SILUÉ ZAHALO	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT EXPLOITATION DIRECTEUR COMMERCIAL ET CLIENTÈLE DIRECTEUR DE LA FACTURATION ET ASSISTANCE MARKETING DIRECTEUR DE LA LOGISTIQUE DIRECTEUR DE L'ASSAINISSEMENT DIRECTEUR TECHNIQUE DIRECTEUR TECHNIQUE ADJOINT
ESSEY KOUADIO BAGROU GOLI TRAORÉ NOBILA SEM SYLVESTRE EKANZA JOSEPH	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT ADMINISTRATION DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES DIRECTEUR QUALITÉ ET MÉTHODES DIRECTEUR DE L'ORGANISATION INFORMATIQUE DIRECTEUR DE L'ORGANISATION INFORMATIQUE ADJOINT
DAUPHIN GEORGES COULIBALY AÏCHA LAGO CHANTAL SEM ELÉONORE FOFANA BRIHIMA URBAN MARC	DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT FINANCES DIRECTEUR CENTRAL FINANCES COMPTABILITÉ GESTION DIRECTEUR FINANCIER DIRECTEUR COMPTABLE DIRECTEUR DU BUDGET DIRECTEUR DU BUDGET ADJOINT

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

M. ZADI KESSY MARCEL	PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
GOUETI BI TRAZIÉ ALPHONSE	DIRECTEUR GÉNÉRAL

### ADMINISTRATEURS

M. AHOUNE FIRMIN M. BOUYGUES MARTIN M. BOUYGUES OLIVIER M. DIARRA OUSMANE	M. KONAN CAMILLE M. LE BOUC HÉRVÉ M. MIREMONT AUGUSTE M. PALFER SOLLIER DENIS	M. PELISSOU MARCEL M. PETERSCHMITT LOUIS M. SANGARET AUGUSTE M. TALBOT JEAN FRANÇOIS
--	--	---

### COMMISSAIRES AUX COMPTES

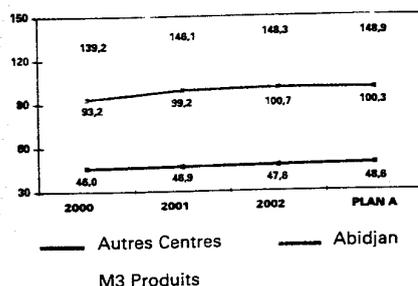
ERNST & YOUNG TITULAIRE 01 BP 2715 ABIDJAN 01	SIGECO Co-TITULAIRE 01 BP 1328 ABIDJAN 01
MAZARD ET GUERARD SUPPLÉANT 01 BP 3989 ABIDJAN 01	ORIO CAROLINE SUPPLÉANT 01 BP 2715 ABIDJAN 01



## BILAN DES ACTIVITÉS

### Production Eau

EVOLUTION DE LA PRODUCTION  
(En millions de m<sup>3</sup>)



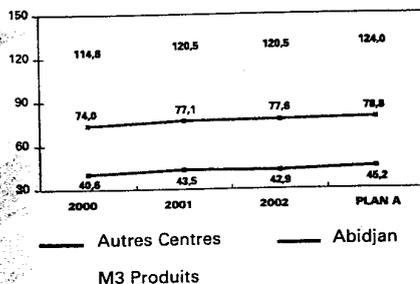
Depuis le début de la crise, l'activité de production est fortement perturbée. Même si la quasi-totalité des centres produit de l'eau, seuls 3 centres sur 16 pour la Direction Régionale de Bouaké nous renvoient régulièrement les informations de la production. C'est seulement 15 centres sur 33 à Korhogo et à Man. Outre le centre de Duékoué, la quasi-totalité des localités desservies est aux mains de la rébellion.

En dépit de ces événements, la production est de 148,329 Millions de m<sup>3</sup> soit une progression de 2% par rapport à 2001. La tendance des huit premiers mois de l'année était de +4% de taux de croissance.

Les villes de transit telles que Abidjan et Yamoussoukro ou villes d'accueil des populations fuyant les zones de guerre sont actuellement en surproduction journalière et si la situation de guerre perdure avec ces flux migratoires estimés à un Million de personnes vers le sud (selon les Organisations Internationales), l'état de saturation des moyens de production et de distribution auront pour conséquence une dégradation progressive et généralisée de la qualité de continuité de service déjà fragilisée.

Le F/m<sup>3</sup> est en hausse de 9% par rapport à 2001 du fait de l'augmentation depuis août 2001, de 13% du prix de l'électricité et de 3% des intrants. Au total chaque mètre cube produit nous a coûté 43,64 FCFA en 2002 contre 39,93 en 2001.

EVOLUTION DE LA FACTURATION  
(En millions de m<sup>3</sup>)



### Facturation Eau

Nous avons escompté une amélioration de la facturation de 2002 de 3% par rapport à 2001 avec le remplacement de certaines conduites, la création de nouveaux centres et la lutte contre la fraude. Mais, nous terminons l'année 2002 avec une facturation de 120,485 Millions de m<sup>3</sup> en légère baisse par rapport à 2001. Cette baisse peut s'expliquer par la diminution de la tranche industrielle de 7% et des consommations de l'Administration de 6%, le développement de la fraude et l'augmentation des pertes sur le réseau dû aux purges pour améliorer la pression dans certaines zones. Afin de remonter le ratio de facturation du secteur de Vridi, nous avons mis en place une sectorisation du réseau en test sur ce secteur. Ci-dessous, le schéma des localités desservies actuellement par SODECLI.





## Evolution des Clients

Une anomalie sur le système de gestion clientèle a eu pour conséquences de :

- diminuer le nombre de clients actifs en 2002 de 57 057 au profit des résiliés,
- augmenter le risque de non recouvrement sur les résiliés de 1,8 Milliards au 31/12/2002.

Le **nombre de clients** en fin d'année 2002 est de 508 589 contre 501 689 corrigé de 2001 soit une hausse de 1,4%. Ce faible taux de croissance est en partie dû à la crise économique mais encore à la restriction des critères d'attribution des branchements sociaux.

La **consommation unitaire** en 2002 est de 237 m<sup>3</sup> contre 240 m<sup>3</sup> en 2001 corrigé du nombre de clients.

## Travaux et Services

L'arrêté du Ministère des Infrastructures Economiques relatif aux **branchements subventionnés** a eu pour effet de limiter l'accès aux branchements sociaux et donc de faire baisser de 55% cette activité. Cette baisse n'a pu être compensée par l'augmentation des branchements ordinaires (+ 367 Millions).

Par ailleurs, nous rencontrons de plus en plus de difficultés pour obtenir l'autorisation de la Tutelle dans l'exécution des projets de **travaux de réhabilitation et d'urgence sur le fonds de développement**.

Au niveau des **petits contrats privés d'assainissement**, la concurrence est rude et nos équipes d'intervention insuffisantes d'où notre développement limité.

### Curage réalisé en mètre linéaire

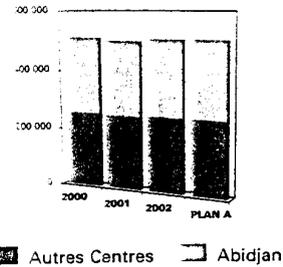
CUBAGE	1999	2000	2001	2002
Curage eaux usées - eaux pluviales ml enterrées et à ciel ouvert	338 357	727 147	551 581	780 627
Désobstruction de branchement (unité)	0	0	0	0
Réclamations reçues (unité)	9 568	32 210	21 878	8 981
Réclamations traitées (unité)	657	1 529	1 318	7 640

Cependant, au niveau de l'**entretien des ouvrages** de la ville d'Abidjan, la mise en place de structures décentralisées a permis d'abaisser les réclamations clientèles et d'améliorer le rendement des équipes à 80% de réalisés.

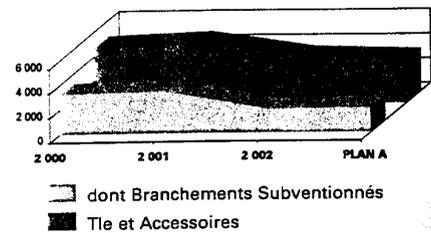
Les **travaux sur la contribution développement assainissement** sont limités par les ressources disponibles pour la réalisation des travaux. Dans le cadre du PCI assainissement, l'étude de l'impact environnementale étant terminée, dès réception des avis de non objections de l'AFD, les travaux pourront démarrer.

Comme les branchements subventionnés, l'**activité travaux et services** baisse en 2002 de 22%. Cela est essentiellement dû à la baisse sur les branchements et les Travaux Liés à l'Exploitation eau (-30%) et à la baisse des travaux sur fonds de développement (-67%).

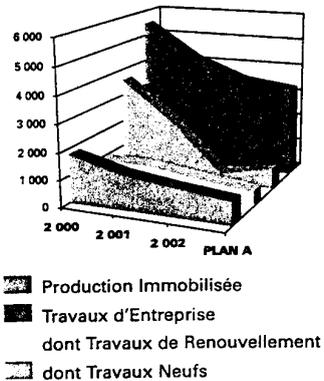
### EVOLUTION DES CLIENTS



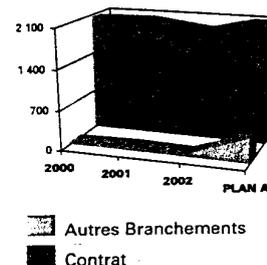
### TRAVAUX LIÉS A L'EXPLOITATION (En millions de FCFA)



### TRAVAUX D'ENTREPRISE (En millions de FCFA)



### ASSAINISSEMENT (En millions de FCFA)

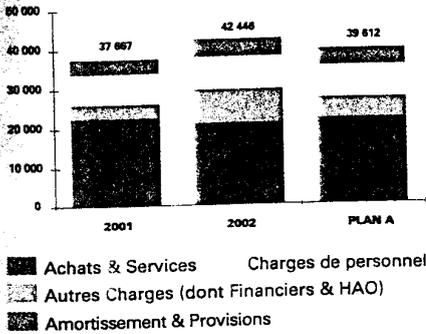




## RÉSULTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE

### LE COMPTE DE RÉSULTAT

CHARGES COMPAREES  
(En millions de FCFA)

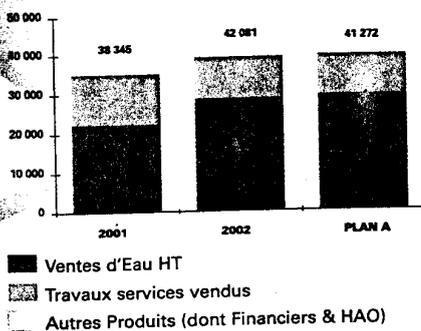


Les troubles socio-politiques qui secouent la Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002 ont eu un impact important dans les comptes de SODECI à fin décembre 2002. Notre Plan 2002 prévoyait un résultat net de +1 160 Millions de FCFA.

Nous avons enregistré **des écarts courants d'exploitation** non prévus au plan qui ont eu un impact de -675 Millions de FCFA par rapport au plan 2002. La baisse d'activité au niveau des travaux sur les fonds de développement (-450 Millions de FCFA) et la baisse du ratio de facturation (-760 Millions de FCFA sur l'eau et -164 Millions de FCFA sur la redevance assainissement) ont été atténuées par les importants gains d'économies réalisés en 2002 (+900 Millions de FCFA).

En effet, comme l'indique le graphique des charges comparées ci-contre, **les charges d'exploitation** composées des achats et services baissent de 3% par rapport à 2001 montrant ainsi la bonne maîtrise des coûts directs d'exploitation.

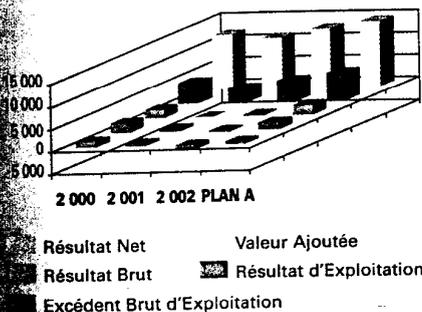
PRODUITS COMPARES (Hors taxe & hors Surtaxe)  
(En millions de FCFA)



**La masse salariale augmente de 8%** du fait d'une augmentation sensible de la charge sociale relative aux consommations eau des agents, aux indemnités de logements et aux frais d'indemnités de départ anticipé.

L'analyse des **Soldes Intermédiaires de Gestion** est modifiée par les charges sur les exercices antérieurs, l'effet tarifs et/ou de charges exceptionnelles (provisions sur les résiliés, le manque à gagner 1999-2001, l'augmentation du tarif, la cession et les provisions sur les titres FNI). Après retraitement de ces éléments, le chiffre d'affaires toutes activités confondues baisse de 9% par rapport à 2001.

EVOLUTION DES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION  
(En millions de FCFA)



Un certain nombre d'**événements exceptionnels** ont eu globalement un impact positif de 759 Millions de FCFA entre le Plan et le réalisé 2002. En effet, le chiffre d'affaires de 2002 tient compte du manque à gagner des exercices 1999 à 2001 à hauteur de 3 542 Millions de FCFA, négocié et accepté par la tutelle. Mais suite au réajustement à hauteur de 57 057 du nombre d'abonnés, et malgré une activation du processus de recouvrement, nous avons constitué une provision de 1800 Millions de FCFA supplémentaire par rapport au plan. La mise à jour de notre fichier d'immobilisations compteurs par rapport à la gestion clientèle nous a fait enregistrer une moins value de cession de 209 Millions de FCFA.

Nous avons cédé les trois quarts de nos titres FNI 5% à la moitié de leur valeur (les commissaires aux comptes nous ayant recommandé une provision de 65% de leur valeur) et provisionné le quart restant soit un impact de 547 Millions de FCFA sur les comptes de 2002. Suite au contrôle fiscal de 2001, nous avons tenu compte de la charge liée aux consommations d'eau des agents SODECI de 2001 soit un impact non prévu au plan de 227 Millions.

A l'arrêté des comptes et conformément au principe de prudence comptable, nous avons dû provisionner un certain nombre d'actifs et envisagé des provisions pour la reconstruction après la guerre soit **un impact total lié à la guerre** dans le résultat à fin 2002 de 1 663 Millions de FCFA auquel il faut rajouter 312 Millions d'impôts sur les bénéfices à supporter.



Les consommations des « Clients privés » dans les zones de guerre n'ayant pu faire l'objet de facturation, ont été prises en produits à recevoir à hauteur de 769 Millions de FCFA et provisionnées à 100%. Par contre les créances antérieures aux événements qui représentaient 637 Millions de FCFA pour la part SODECI n'ont pas fait l'objet de provision car elles sont couvertes par les avances sur consommations des clients.

Les créances acquises avant la guerre sur les Etablissements Publics et les Mairies des zones de guerre ont également fait l'objet de provision pour la part SODECI nette des avances sur consommations. L'ensemble de ces provisions sur créances représente 980 Millions de FCFA au 31 décembre 2002.

Afin de couvrir les dégradations et vols de nos stocks et biens mobiliers, matériels véhicules et motos, nous avons provisionné à hauteur de 50% les stocks (184 Millions de FCFA) et la valeur résiduelle des immobilisations (179 Millions de FCFA) en zone de guerre. Seule la valeur résiduelle des véhicules volés (19 Millions de FCFA) a été dépréciée à 100%.

Enfin, nous avons pris en compte une provision pour risques généraux de remise en état des installations en zones de guerre de 300 Millions de FCFA.

Le résultat net social de l'entreprise est arrêté à -747 Millions de FCFA après impôts.

### LE BILAN

Les graphiques ci-contre présentent en grandes masses la structure financière de votre entreprise.

La compensation des impayés de l'Etat au 31 décembre 2000 avec la surtaxe non reversée a permis de solder les impayés de l'Administration à hauteur de 26 Milliards et la surtaxe non reversée au 31 décembre 2000 de 18 Milliards. Malgré des paiements réguliers de l'Etat en 2001 et 2002, l'Etat reste devoir à SODECI au titre de ses consommations d'eau 3 Milliards de FCFA.

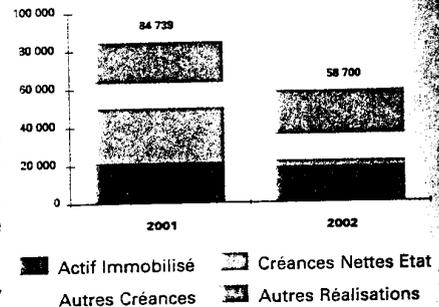
Le niveau des stocks est maintenu identique à celui de l'exercice 2001.

Les dettes financières essentiellement constituées des avances sur consommations et des prêts AFD restent au même niveau qu'en 2001.

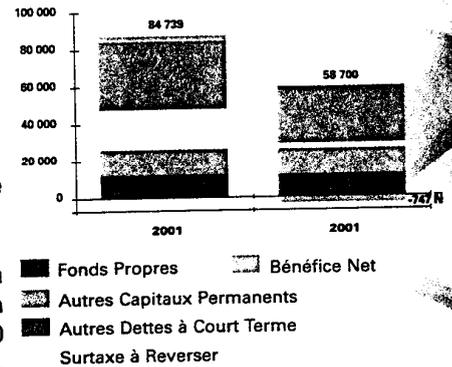
Les Etablissements publics et les Mairies dont les impayés baissent de 4,5% représentent 5 Milliards de FCFA et ont fait l'objet d'une provision de 201 Millions de FCFA pour la part SODECI des créances antérieures à 2000 (créances zones libres). Le niveau des créances privées nettes baisse sensiblement du fait du niveau de provisions (3,9 Milliards de FCFA) ci-contre l'évolution des impayés.

La trésorerie s'est fortement dégradée au quatrième trimestre 2002 consécutivement au paiement de 4,5 Milliards de FCFA au titre de la surtaxe pour terminer à une trésorerie de -1,7 Milliards de FCFA.

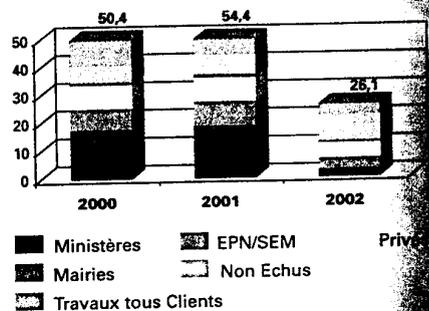
ACTIF DU BILAN  
(En millions de FCFA)



PASSIF DU BILAN  
(En millions de FCFA)



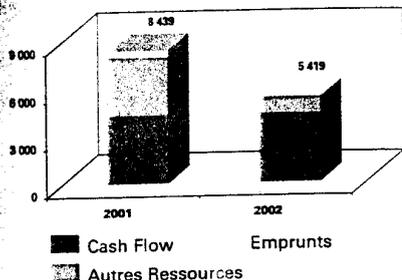
EVOLUTION DES IMPAYES  
(En milliards de FCFA)



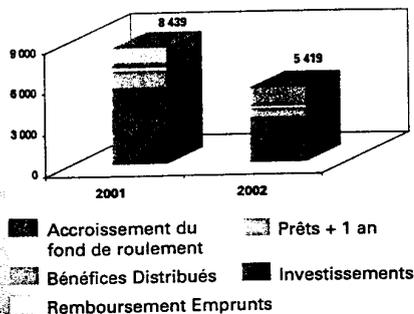


## LE TABLEAU DE FINANCEMENT

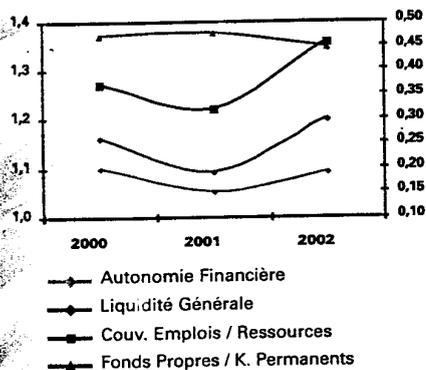
**RESSOURCES**  
(En millions de FCFA)



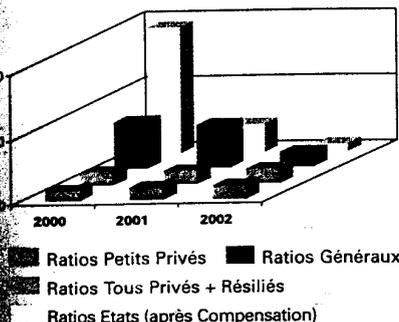
**EMPLOIS**  
(En millions de FCFA)



**EVOLUTION DES RATIOS DE STRUCTURE FINANCIERE**



**EVOLUTION DES RATIOS CLIENTS**  
(En jours)



La capacité d'autofinancement de l'entreprise reste au même niveau que l'exercice précédent soit 4,3 Milliards de FCFA en 2001 contre 4,4 Milliards en 2002 (ci-contre le tableau de financement comparé 2001 et 2002). Mais la capacité d'autofinancement 2002 enregistre des éléments exceptionnels pour 3,5 Milliards de FCFA non génératrice de Cash Flow. Les investissements baissent de 41% par rapport à 2001.

Le fonds de roulement augmente de 1 344 Millions de FCFA entre 2001 et 2002 ce qui s'explique par la cession d'immobilisations importantes sur 2002 (titres FNI et compteurs). En effet, les ressources stables du fait de la baisse du résultat sont plus fiables qu'en 2002. Corrélativement cette augmentation du Fonds de roulement en 2002 permet de financer l'amélioration nette de la trésorerie comptable de fin de période par rapport à 2001 de 850 Millions de FCFA et de diminuer le besoin en fonds de roulement de 494 Millions de FCFA.

## LES RATIOS FINANCIERS

La liquidité générale (ratio des valeurs réalisables sur les exigibilités à court terme) de l'entreprise s'améliore sur l'exercice du fait de la baisse des impayés de l'Etat. L'opération de compensation n'a pas amélioré ce ratio. L'autonomie financière mesure le financement par les fonds propres de votre Patrimoine. Ce ratio s'améliore (19% contre 15% sur l'exercice précédent) du fait principalement de la baisse du total du bilan du fait de la compensation 2000 avec l'Etat.

La durée moyenne de règlement des clients est de 93 jours sur l'exercice contre 261 jours pour l'exercice précédent. Ce ratio s'améliore du fait du changement de méthode de calcul de ce ratio en 2002 (délai de règlements des créances 2002) et des règlements réguliers de l'Etat intervenus au cours de l'exercice. Le délai de règlement Etat est de 48 jours contre 173 jours en 2001.

La rentabilité d'exploitation s'améliore par l'effet conjugué du manque à gagner, du nouveau tarif (208 F/m<sup>3</sup>) et des réductions de charges. En effet, nous passons de 3,81% à 7,74% pour le rapport excédent brut d'exploitation sur le chiffre d'affaires. Par contre, la rentabilité des fonds propres est négative.

Le cours de l'action SODECI est au plus bas en fin d'année (9 290 FCFA) et le bénéfice net par action est nul puisque nous proposons de ne pas effectuer de distribution de dividendes cette année en raison d'un résultat négatif.

## D'AFFECTATION DES RESULTATS

Des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2002 qui vous ont été présentés à l'Assemblée Générale Ordinaire du 29 avril 2002 et certifiés par les Cabinets ERNST & YOUNG et SIGECO, il ressort : (en FCFA)

- une perte de	-746 514 367
compte tenu du Report à nouveau antérieur de	434 556 948
un solde affecté	
- au Report à Nouveau, soit	-311 957 419



## BILAN SOCIAL

### PERSONNEL

L'effectif au 31 décembre 2002 est de 1 599 agents contre 1603 pour l'exercice 2001. Nous avons eu 71 départs en 2002 contre 67 embauches. Le personnel d'encadrement maîtrise représente 29% de l'effectif. La régression globale de

l'effectif de 0,25% s'explique par les mesures de restriction budgétaire mises en place pour l'exercice 2002 et de non-renouvellement des départs à la retraite. La productivité du personnel appréciée par rapport au nombre de clients augmente, elle passe de 312 clients en 2001 à 318 clients en 2002. Les frais de personnel représentent 19,8% du total des charges soit un point de moins qu'en 2001.

### FORMATION

Ci-joint les statistiques des formations dispensées en 2002 :

BILAN DE L'EXERCICE 2002					
Nature	Stagiaires	Heures	Lieu	Formation dispensée	%
Formation continue	541	2 352	C.Meau	Assainissement	1
				Technique	19
				Informatique	23
				Administrative	10
				Management	24
				Qualité	2
Comptabilité-Budget	11				
Formation initiale	134	8 480	C.Meau	A/EM/Agents de zone et de réseau	66
				Caissières	11
				Autres	10
				Chef Clientèle	6
				Chef de centre	7
Reconversion	46	12 560	C.Meau	Administratifs	75
				Techniques	25
<b>TOTAL</b>	<b>721</b>				

Les formations continues dans le domaine informatique et en management ont été les plus nombreuses.

### SANTÉ

Les graphiques ci-contre présentent l'évolution des dépenses de santé des dernières années.

Mis à part les Ouvriers, Employés où nous sommes revenus à un système d'auto-assurance en février 2002, les coûts de santé sont assurés par des assurances. Globalement, ils baissent de 9% en 2002.



## COMITÉ D'ENTREPRISE

La commission logement et habitat du comité d'entreprise a livré la première tranche de l'Opération NAWA. Seuls 26 crédits privés ont été accordés sur les 85 logements, les banques ayant pour la plupart suspendues leurs crédits aux personnes privées.

Chaque mois des ateliers de formation, de sensibilisations et des séminaires ont été organisés dans les domaines de la **prévention des risques professionnels, de l'hygiène et de la sécurité (CHSCT)** dans les métiers de l'assainissement. Les résultats en terme de sinistralité sont cependant en hausse. 16 cas avaient été enregistrés en 2001 contre 40 accidents de travail (3,3 accidents en moyenne par mois) au cours de l'exercice 2002. Les actions de médecine préventive et de vaccination et les visites d'inspection de chantiers se sont poursuivies tout le long de l'année avec la mise en application de mesures pour juguler les cas d'agression des agents dans leur fonction.

Vu l'importance que le SIDA a pris au sein de la société ivoirienne, les activités du Comité d'entreprise ont été redynamisées avec le **COSIDAS** (Comité de lutte contre le SIDA à

SOCECI). Le premier semestre 2002, les actions ont permis de faire face à cette nouvelle demande avec des tournées d'information, l'installation de comités locaux, la formation des agents relais, des familles et surtout, le COSIDAS a également pris en charge l'achat d'Antirétroviraux pour 5 agents.

Le portefeuille titre du **Fond Commun de Placement** a progressé de 3% sur l'exercice 2002. Le fonds termine à 2 556 Millions de F CFA au 31/12/2002 contre 2 485 en 2001. La valeur de la part a connu un léger repli de 3% passant de 2 115 à 2 057 F CFA au 31 décembre 2002.

Le **Fonds Social** a permis de verser 30 Millions F CFA pour 257 événements dont 78 décès, 105 naissances, 26 mariages et 16 retraités avec un solde dudit Fonds de 81 Millions de F CFA.

La boutique du **Comité d'Entreprise** a permis à travers ses ventes de diffuser pour une valeur de 3 609 000 F CFA, 3 212 articles avec le logo SOCECI tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise (journées promotionnelles, assemblées générales des actionnaires, milieu scolaire avec les cahiers d'écolier...).

### PERSONNEL

	REALISE 1999	REALISE 2 000	REALISE 2001	REALISE 2002	VAR. 02 / 01	PLAN 2003	VAR. PL. 03/02
<b>IVOIRIENS</b>	<b>1 381</b>	<b>1 467</b>	<b>1 569</b>	<b>1 571</b>	<b>1,00</b>	<b>1 571</b>	<b>0</b>
Cadres	96	100	100	108	1,07	108	0
Maîtrises	397	415	448	463	1,03	463	0
Ouvriers & employés	888	952	1 021	1 000	0,98	1 000	0
<b>AUTRES AFRICAINS</b>	<b>32</b>	<b>30</b>	<b>28</b>	<b>22</b>	<b>0,78</b>	<b>22</b>	<b>0</b>
Cadres	1	1	1	0	0	0	0
Maîtrises	3	3	3	2	0,66	2	0
Ouvriers & employés	28	26	24	20	0,83	20	0
<b>ETRANGERS NON AFRICAINS</b>	<b>7</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>7</b>	<b>1,16</b>
Cadres	6	6	6	6	1	7	1,16
Maîtrises	1	1	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>1 420</b>	<b>1 504</b>	<b>1 603</b>	<b>1 599</b>	<b>0,99</b>	<b>1 600</b>	<b>1,00</b>
Dont cadres	103	107	107	114	1,06	115	1,00
Dont maîtrises	401	419	451	465	1,03	465	0
Dont ouvriers & employés	916	978	1 045	1 020	0,97	1 020	0
Frais personnel / Produits d'exploitation	20,4%	21,6%	21,5%	20,1%	0,93	21,1%	1,05
Frais personnel / Total charges	18,8%	21,0%	20,7%	19,8%	0,96	21,1%	1,06
Chiffres d'affaires par Agents (en Milliards de FCFA)	25,8	24,0	22,1	24,9	1,13	23,2	0,93
Nombre d'Abonnés par Agent	328	339	313	318	1,01	324	1,01



## PERSPECTIVES POUR L'EXERCICE 2003

### PLAN 2003

Deux hypothèses principales ont été retenues pour élaborer notre plan :

- La prise en compte de l'impact de la guerre sur les six premiers mois de 2003 qui nous amène à un résultat net social inacceptable pour SODECI de -2 420 Millions de FCFA.
- A défaut d'un nouveau tarif de l'eau et de l'assainissement applicable en janvier 2003, nous avons reconduit le tarif de l'eau de 208 F/M<sup>3</sup> par prélèvement sur le fonds de développement.

Notre plan prévoit en ce qui concerne l'activité eau (voir graphique ci-contre) des mètres cubes facturés en hausse de 2% par rapport à 2002 pour atteindre 123,616 Millions de m<sup>3</sup> avec un maintien du niveau de la production. L'effort mis sur le ratio de facturation avec la lutte contre la fraude et la sectorisation du grand réseau d'Abidjan et une nouvelle organisation devrait permettre de mieux cerner les zones à faible ratio pour y mener des actions concrètes d'amélioration durable de la facturation. Cet effort sur le ratio améliore directement le résultat de +600 Millions de FCFA.

Nous prévoyons une augmentation des travaux sur le fonds de développement eu regard au niveau de ressources du fonds de développement et une baisse prévisible des branchements subventionnés encore en 2003. L'activité Assainissement (services et travaux) devrait atteindre une croissance de 4% en 2003 par rapport à l'année précédente, tous nos clients devant être facturés en raccordés depuis dès mars 2003. Les travaux d'entreprise devraient se maintenir malgré la crise à 1 078 Millions de FCFA. Ceux financés par le PCI assainissement devraient être maintenus à 329 Millions de FCFA.

Le total des produits (confère graphique ci-contre) de l'exercice 2003 devrait à périmètre égal (après retraitement des éléments exceptionnels de 2002) être du même niveau que 2002 (38 Milliards de FCFA). La valeur ajoutée comme l'excédent brut d'exploitation s'améliore sur 2003 compte tenu du niveau important d'économie mis en place pour passer l'année 2003. Ainsi, le total des charges sur 2003 retrouve son niveau de 2001 soit 37 852 Millions de FCFA. Ce niveau de charge devrait nous permettre d'atteindre un résultat de +150 Millions de FCFA.

Le total des produits (confère graphique ci-contre) de l'exercice 2003 devrait à périmètre égal (après retraitement des éléments exceptionnels de 2002) être du même niveau que 2002 (38 Milliards de FCFA). La valeur ajoutée comme l'excédent brut d'exploitation s'améliore sur 2003 compte tenu du niveau important d'économie mis en place pour passer l'année 2003. Ainsi, le total des charges sur 2003 retrouve son niveau de 2001 soit 37 852 Millions de FCFA. Ce niveau de charge devrait nous permettre d'atteindre un résultat de +150 Millions de FCFA.

Le total des produits (confère graphique ci-contre) de l'exercice 2003 devrait à périmètre égal (après retraitement des éléments exceptionnels de 2002) être du même niveau que 2002 (38 Milliards de FCFA). La valeur ajoutée comme l'excédent brut d'exploitation s'améliore sur 2003 compte tenu du niveau important d'économie mis en place pour passer l'année 2003. Ainsi, le total des charges sur 2003 retrouve son niveau de 2001 soit 37 852 Millions de FCFA. Ce niveau de charge devrait nous permettre d'atteindre un résultat de +150 Millions de FCFA.

La valeur ajoutée comme l'excédent brut d'exploitation s'améliore sur 2003 compte tenu du niveau important d'économie mis en place pour passer l'année 2003. Ainsi, le total des charges sur 2003 retrouve son niveau de 2001 soit 37 852 Millions de FCFA. Ce niveau de charge devrait nous permettre d'atteindre un résultat de +150 Millions de FCFA.

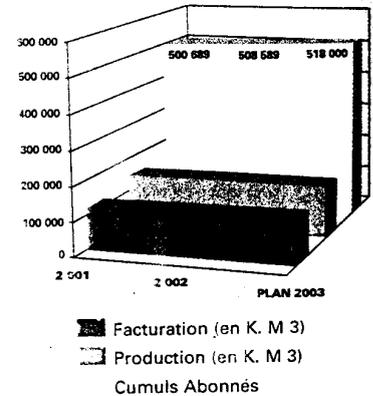
### PLAN D'ACTIONS ET MESURES D'ÉCONOMIES

Un plan d'action prenant en compte une réorganisation de la facturation et du recouvrement devrait nous permettre d'améliorer le ratio de facturation (0,81 à 0,83).

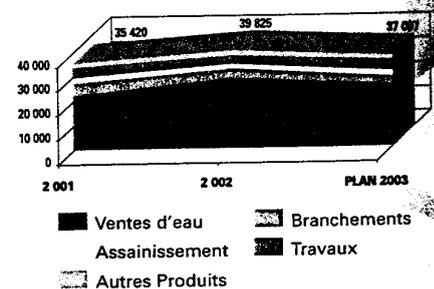
Des négociations avec nos sous-traitants et les sociétés de services ont été menées pour mettre en œuvre un plan d'économie qui devrait nous permettre de limiter le déficit sur l'exercice 2003.

Nous avons reconduit en totalité le Plan d'économie de 2002 sur les frais de fonctionnement et renégocié l'ensemble de nos contrats (en zone de guerre comme en zone libre) afin d'économiser en frais de fonctionnement près de 965 Millions de FCFA. Le non-remplacement des départs à la retraite, la mise en congés des collaborateurs et divers départs anticipés, le report d'avantages négociés... permettront d'économiser 480 Millions de FCFA sur la masse salariale. L'ensemble de ces mesures d'économie supplémentaires en 2003 s'élève à 2 645 Millions de FCFA.

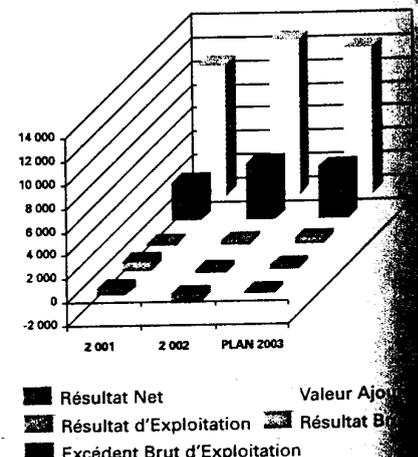
PREVISIONS D'ACTIVITES



PREVISIONS DE CHIFFRE D'AFFAIRES (En millions de FCFA)



PERSPECTIVES D'EVOLUTION DES SIG (En millions de FCFA)



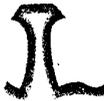


Tableau des Investissements (en Millions de FCFA)

	RÉALISÉ 2 000	RÉALISÉ 2 001	RÉALISÉ 2 002	VAR. 02/01	PLAN 2003
Constructions, agencements & mobiliers	875	1 268	755	0,60	28
Véhicules, motos & engins	1 197	1 479	1 034	0,70	570
Outillages	125	218	250	1,15	159
Radio, téléphone & informatique	1 023	594	565	0,95	449
Compteurs	1 222	1 324	1 055	0,80	400
<b>TOTAL</b>	<b>4 442</b>	<b>4 883</b>	<b>3 659</b>	<b>0,75</b>	<b>1 606</b>
Exploitation	80%	74%	79%	1,07	98%
Hors exploitation	20%	26%	21%	0,81	2%
Renouvellement	60%	58%	85%	1,47	100%
Extension	40%	42%	12%	0,38	0%
<b>CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>4 473</b>	<b>4 091</b>	<b>4 400</b>		<b>1 600</b>

A titre indicatif, notre Capacité d'Autofinancement ne nous permettra pas de mettre en œuvre un programme d'investissement mais nous donnerons la priorité aux renouvellements devenus indispensables, l'arbitrage sera du ressort de la Direction Générale.

## STRATÉGIE / MANAGEMENT

Conscient des quatre valeurs du Groupe SAUR (la transparence, le sens de l'engagement, l'obsession des résultats et le courage d'agir) et pour respecter notre engagement de résultat, nous avons choisi de nous recentrer sur notre métier de base et nous comporter en PME avec un encadrement rapproché permettant un pilotage au quotidien en vue de se maintenir et d'assurer nos résultats.

Concrètement, au-delà des mesures de gestion de bon sens comme la suspension des embauches, la mise en congés des collaborateurs, la reconduction du plan d'économies, les limitations diverses d'indemnités des personnes déplacées (prime de fonction, de représentation, astreintes, etc.), nous avons lancé dès le 2 janvier 2003 cinq actions :

**1. Se recentrer sur notre métier pour atteindre un ratio de facturation de 0,81 sur Abidjan et un taux d'encaissement de 98%.** Ce recentrage se fait à travers :

- Le renforcement à la fois de l'animation et du contrôle des secteurs d'Abidjan avec la mise en place de dix **Managers d'Agence** ayant une parfaite connaissance et une expérience positive de l'exploitation. Ils veillent à la résolution rapide des problèmes d'exploitation et au respect des procédures pour une maîtrise des fraudes. Leurs actions sont coordonnées par les responsables de filières. Un comité hebdomadaire se tient avec la DG en présence des responsables de filières et autres parties prenantes.
- La décentralisation des Agents de recouvrement vers les secteurs (anciennement au siège) et le renforcement de leurs responsabilités avec la prise en charge du pré-contentieux,

• La mise en place d'unités d'Intervention rapides composées de trois plombiers issus des zones assiégées. Ces équipes interviennent sur les fermetures d'urgence, la recherche de fuites, etc. tout en aidant le manager à traquer les fraudeurs sur le réseau.

**2. Améliorer la productivité des collaborateurs** par la suppression des embauches, le non remplacement des débauchés, le redéploiement des divers collaborateurs du siège sur le terrain (exploitation).

**3. Maîtriser la sous-traitance** par la mise en place d'une commission d'appel d'offres et l'examen minutieux des contrats avec les fournisseurs. Ceci a permis des gains immédiats importants.

**4. Renforcer le contrôle interne** et le contrôle de gestion pour lutter contre la fraude, « mal de société », et pour prévenir contre les dérapages par rapport aux mesures arrêtées.

**5. Motiver les collaborateurs et minimiser les risques de dérapages** à travers l'explication des enjeux et la conclusion d'un Contrat Social d'Amélioration des Résultats avec le Syndicat. Ce contrat vise à motiver les collaborateurs à atteindre les objectifs fixés.

Nous pouvons dire que si nous avons été surpris par les événements de 2002, nous nous sommes néanmoins réorganisés en 2003 et nous sommes certains qu'avec les hommes et les femmes de SODECLI, nous allons respecter nos engagements.



## ETATS COMPTABLES DONNÉES D'ACTIVITÉS

	REALISE 1999	REALISE 2 000	REALISE 2 001	REALISE 2 002	VAR. 02/01	PLAN 2 003	VAR. Pl. 03/02
<b>EAU</b>							
Nombre d'abonnés	465 599	509 757	501 689	508 589	1,01	518 000	1,02
Abidjan	235 483	255 720	250 794	254 082	1,01	258 948	1,02
Autres centres	230 116	254 037	250 895	254 507	1,01	259 052	1,02
<b>M<sup>3</sup> produits (en K.M<sup>3</sup>)</b>	<b>137 863</b>	<b>139 201</b>	<b>146 053</b>	<b>148 329</b>	<b>1,02</b>	<b>148 935</b>	<b>1,00</b>
Abidjan	93 692	93 214	99 154	100 699	1,02	101 111	1,00
Autres centres	44 171	45 987	46 899	47 630	1,02	47 824	1,00
<b>M<sup>3</sup> facturés (en K.M<sup>3</sup>)</b>	<b>115 453</b>	<b>114 584</b>	<b>120 538</b>	<b>120 485</b>	<b>1,01</b>	<b>123 616</b>	<b>1,00</b>
Abidjan	74 817	73 991	77 062	77 629	1,01	77 947	1,00
Autres centres	40 636	40 593	43 476	42 856	0,99	45 669	1,06
<b>Ratio de facturation</b>	<b>0,837</b>	<b>0,823</b>	<b>0,825</b>	<b>0,812</b>	<b>0,98</b>	<b>0,830</b>	<b>1,02</b>
Abidjan	0,799	0,794	0,777	0,771	0,99	0,771	1,00
Autres centres	0,920	0,883	0,927	0,900	0,97	0,955	1,06
<b>M<sup>3</sup> facturés (tranches)</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>1,00</b>	<b>100,0%</b>	<b>1,00</b>
Sociale	23,9%	26,0%	25,7%	26,0%	1,01	26,0%	1,00
Domestique	35,5%	35,3%	35,2%	36,6%	1,04	36,0%	0,98
Normale	9,6%	9,4%	8,8%	9,0%	1,02	9,0%	1,00
Industrielle	13,2%	11,9%	11,4%	10,6%	0,93	11,0%	1,03
Administration	17,8%	17,4%	18,9%	17,8%	0,94	18,0%	1,01
<b>M<sup>3</sup> facturés par abonné</b>	<b>248</b>	<b>225</b>	<b>240</b>	<b>237</b>	<b>0,99</b>	<b>239</b>	<b>1,00</b>
<b>BRANCHEMENTS</b>							
<b>TOTAL</b>	<b>35 776</b>	<b>34 485</b>	<b>36 692</b>	<b>24 578</b>	<b>0,67</b>	<b>15 670</b>	<b>0,64</b>
Dont subventionnés	32 712	31 832	33 820	18 770	0,55	11 790	0,63
Dont ordinaires	3 064	2 653	2 872	5 808	2,02	3 880	0,67
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES (en Millions de FCFA)</b>							
<b>TOTAL</b>	<b>36 703</b>	<b>36 130</b>	<b>35 420</b>	<b>39 825</b>	<b>1,12</b>	<b>37 097</b>	<b>0,93</b>
Eau	21 460	21 183	22 318	28 706	1,29	25 801	0,89
Tie & accessoires	4 725	4 701	4 989	3 728	0,75	2 734	0,73
Assainissement	2 531	2 309	3 042	3 293	1,08	3 415	1,03
Travaux	5 653	5 285	3 314	2 217	0,67	3 807	1,71
Production immobilisée	1 671	1 773	1 263	1 033	0,82	818	0,79
Autres produits	663	879	494	848	1,72	522	0,62
Dont assistance extérieure	283	306	158	165	1,04	130	0,79
Dont produits accessoires	380	573	336	683	2,03	392	0,57
<b>PRODUITS ET CHARGES COMPARES (en Millions de FCFA)</b>							
Ventes d'eau HT	21 460	21 183	22 318	28 706	1,29	25 801	0,90
Travaux, services vendus	14 863	14 373	12 766	10 436	0,82	10 904	1,04
Autres produits (dont Financier & HAO)	3 670	2 418	3 261	2 939	0,90	1 297	0,44
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>39 993</b>	<b>37 974</b>	<b>38 345</b>	<b>42 081</b>	<b>1,10</b>	<b>38 002</b>	<b>0,90</b>
Achats & services	22 938	21 928	22 624	21 156	0,94	21 471	1,01
Autres charges (dont Financier & HAO)	3 683	2 917	3 468	8 373	2,41	4 297	0,51
Charges de personnel	6 886	7 534	7 809	8 422	1,08	7 979	0,15
Amortissements & Provisions	3 210	3 455	3 766	4 495	1,19	4 000	0,89
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>36 717</b>	<b>35 834</b>	<b>37 667</b>	<b>42 446</b>	<b>1,13</b>	<b>37 747</b>	<b>0,89</b>
<b>RESULTAT BRUT</b>	<b>3 276</b>	<b>2 140</b>	<b>678</b>	<b>-365</b>	<b>-0,54</b>	<b>255</b>	<b>-0,70</b>
Impôts sur le résultat	1 244	788	130	382	2,94	105	0,27
<b>RESULTAT NET</b>	<b>2 032</b>	<b>1 352</b>	<b>548</b>	<b>-747</b>	<b>-1,36</b>	<b>150</b>	<b>-0,20</b>
<b>SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (en Millions de FCFA)</b>							
Chiffre d'affaires	36 703	36 129	35 420	39 825	1,12	37 097	0,93
Valeur ajoutée	12 088	12 375	11 034	13 151	1,19	12 392	0,94
Excédent brut d'exploitation	5 202	4 841	3 225	4 729	1,47	4 413	0,93
Résultat d'exploitation	2 032	2 001	155	324	2,09	463	1,43
Résultat brut	3 276	2 140	678	-365	-0,54	255	-0,70
Résultat net	2 032	1 352	548	-747	-1,36	150	-0,20



**FINANCEMENT** (en Millions de FCFA)

	Montant 2002	Montant 2001	Structure % 2002	Structure % 2001	Var. 02/04 Val. absolue	Var. 02/01 %
Amortissements / provision nets	5 146	3 765	94,96	44,61	1 381	36,68
Résultat net	-746	548	-13,77	6,49	-1 294	-236,13
<b>AUTOFINANCEMENT</b>	<b>4 400</b>	<b>4 313</b>	<b>81,20</b>	<b>51,11</b>	<b>87</b>	<b>2,01</b>
Avances sur consommation nettes	-25	784	-0,46	9,29	-809	-103,19
Emprunts à + d'un an	29	422	0,54	5,00	-393	-93,13
Cessions d'immobilisations	1 015	2 920	18,73	34,60	-1905	-65,24
(+) Reprises de provisions						
<b>TOTAL RESSOURCES</b>	<b>5 419</b>	<b>8 439</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>-3 020</b>	<b>35,79</b>
Investissements (dont financiers)	3 262	5 556	60,20	65,84	-2 294	-41,29
Remboursement emprunts à + d'un an	195	195	3,60	2,31	0	0
Bénéfices distribués	618	1 238	11,40	14,67	-620	-50,08
Prêts à plus d'un an	0	422	0	5,00	-422	-100,00
Accroissement du fonds de roulement	1 344	1 028	24,8	12,18	316	30,74
<b>TOTAL EMPLOIS</b>	<b>5 419</b>	<b>8 439</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>-3 020</b>	<b>35,79</b>

**BILAN** (en Millions de FCFA)

	2002	2001	2002	2001	2002	2001
Immobilisations corporelles et incorporelles	14 466	16 043	24,64	18,93	-1 577	-9,83
Immobilisations financières	4 117	5 206	7,01	6,14	-1 089	-20,92
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>18 583</b>	<b>21 249</b>	<b>31,66</b>	<b>25,08</b>	<b>-2 666</b>	<b>-12,55</b>
Stocks	5 517	5 516	9,40	6,51	1	0,02
Créances nettes Etat	3 409	28 943	5,81	34,16	-25 534	-88,22
Autres créances nettes	23 103	15 185	39,36	17,92	7 918	34,27
Autres valeurs réalisables	5 173	11 942	8,81	14,09	-6 769	-56,68
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>37 202</b>	<b>61 586</b>	<b>63,38</b>	<b>72,68</b>	<b>-24 384</b>	<b>-39,59</b>
Disponible	2 915	1 904	4,97	2,25	1 011	53,10
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>58 700</b>	<b>84 739</b>	<b>100</b>	<b>100,00</b>	<b>-26 039</b>	<b>-30,73</b>
Fonds propres	11 256	12 122	19,18	14,31	-866	-7,14
Provisions	338	56	0,58	0,07	282	503,57
Dettes financières et ressources assimilées	13 643	13 834	23,24	16,33	-191	-1,38
dont avances /consommation	10 023	10 048	0			
<b>CAPITAUX PERMANENTS</b>	<b>25 237</b>	<b>26 012</b>	<b>42,99</b>	<b>30,70</b>	<b>-775</b>	<b>-2,98</b>
Créditeurs Etat	11 117	11 453	18,94	13,52	-336	-2,93
Surtaxes à reverser	3 062	21 733	5,22	25,65	-18 671	-85,91
Surtaxes non encaissées	4 549	8 909	7,75	10,51	-4 360	-48,94
Fournisseurs	7 630	7 523	13,00	8,88	107	1,42
Autres dettes	5 142	6 758	8,76	7,98	-1 616	-23,91
<b>PASSIF CIRCULANT</b>	<b>31 500</b>	<b>56 376</b>	<b>53,66</b>	<b>66,53</b>	<b>-24 876</b>	<b>-44,13</b>
Crédit bancaire	1 963	1 803	3,34	2,13	160	-8,87
<b>TOTAL TRESORERIE PASSIF</b>	<b>1 963</b>	<b>1 803</b>	<b>3,34</b>	<b>2,13</b>	<b>160</b>	<b>-44,13</b>
Bénéfice / Perte	-747	548	-1,27	0,65	-1 295	-236,31
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>58 700</b>	<b>84 739</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>-26 039</b>	<b>-30,73</b>

	1998	1999	2000	2001	2002
<b>RATIOS</b>					
<b>RATIOS DE STRUCTURE FINANCIERE</b>					
Couverture des emplois fixes par des ressources stables de financement	1,25	1,27	1,27	1,22	1,36
Couverture de l'actif circulant par le fonds de roulement net	0,11	0,11	0,11	0,09	0,18
Autonomie financière	0,23	0,20	0,20	0,15	0,19
Liquidité générale	1,14	1,16	1,16	1,09	1,20
Part des fonds propres dans les ressources stables de financement	0,54	0,47	0,47	0,48	0,45
<b>RATIOS DE GESTION</b>					
Rotation des capitaux propres	3,07	3,11	3,11	2,71	3,42
Rotation des stocks (en jours - corrigés en 2002)	468	413	360	365	297
Durée du crédit clientèle (en jours - corrigés en 2002)	173	201	264	293	152
<b>RATIOS DE RENTABILITE</b>					
Rentabilité de l'exploitation (en %)	5,69	5,86	6,22	3,81	7,74
Rentabilité des fonds propres (en %)	13,04	18,23	11,20	4,52	-6,64
<b>RESULTATS PAR ACTION</b>					
Nombre d'actions	800 000	800 000	900 000	900 000	900 000
Bénéfice brut	2 812	4 095	2 377	754	0
Bénéfice net	1 744	2 540	1 501	609	0
Dividendes de l'exercice	1 375	1 375	1 375	618	0
Valeur / Fonds propres	13 371	13 934	13 395	13 469	12 507
Cours de l'action	14 500	17 000	12 000	15 500	9 290

**BILAN**

ACTIF	Exercice 2002			Exercice 2001
	BRUT	AMORT/PROV	NET	NET
<b>ACTIF IMMOBILISE (I)</b>				
<b>AA Charges immobilisées</b>				
AB Frais d'établissement et charges à répartir				
AC Primes de remboursement des obligations				
<b>AD Immobilisations incorporelles</b>				
AE Frais de recherche et développement			357 878 308	272 753 602
AF Brevets, licences, logiciels	803 631 970	445 753 662		
AG Fonds commercial			28 067 704	53 921 006
AH Autres immobilisations incorporelles	116 956 903	88 889 199		
<b>AI Immobilisations corporelles</b>				
AJ Terrains	432 545 269		432 545 269	432 545 269
AK Bâtiments	8 938 691 675	7 513 355 543	1 425 336 132	1 643 266 464
AL Installations et agencements	4 034 401 603	2 431 748 884	1 602 652 719	2 246 042 045
AM Matériel	17 065 994 324	8 975 269 596	8 090 724 728	8 613 641 892
AN Matériel de transport	6 583 499 861	4 054 426 106	2 529 073 755	2 781 585 659
<b>AP Avances et acomptes versés sur immobilisations</b>				
<b>AQ Immobilisations financières</b>				
AR Titres de participation	50 000 000		50 000 000	50 000 000
AS Autres immobilisations financières	4 244 113 929	177 086 576	4 067 027 353	5 155 766 035
AW (1) dont H. A. O. : Brut				
Net				
<b>AZ TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)</b>	<b>42 269 835 534</b>	<b>23 686 529 566</b>	<b>18 583 305 968</b>	<b>21 249 521 972</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>BA Actif circulant H. A. O.</b>				
<b>BB Stocks</b>				
BC Marchandises			5 086 449 146	5 516 457 042
BD Matières premières et autres Approvisionnements	5 381 645 797	295 196 651		
BE En-cours			431 107 287	
BF Produits fabriqués	452 398 835	21 291 548		
<b>BG Créances et emplois assimilés</b>				
BH Fournisseurs, avances versées	326 064 751		326 064 751	99 703 041
BI Clients	31 008 897 185	4 822 832 342	26 186 064 843	53 816 875 983
BJ Autres créances	5 334 891 210	162 685 144	5 172 206 066	2 152 710 874
<b>BK TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>42 503 897 778</b>	<b>5 302 005 685</b>	<b>37 201 892 093</b>	<b>61 585 746 940</b>
<b>TRESORERIE - ACTIF</b>				
BQ Titres de placement	2 646 035 791		2 646 035 791	1 118 456 680
BR Valeurs à encaisser			269 149 836	785 866 105
BS Banques, chèques postaux, caisse	269 149 836			
<b>BT TOTAL TRESORERIE-ACTIF (III)</b>	<b>2 915 185 627</b>		<b>2 915 185 627</b>	<b>1 904 322 785</b>
<b>BU Écarts de conversion-Actif (IV) (perte probable de change)</b>				
<b>BZ TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	<b>87 688 918 939</b>	<b>28 988 535 251</b>	<b>58 700 383 688</b>	<b>84 739 591 697</b>

N° d'identification fiscale : 0100984A

**BILAN**

	Exercice 2002	Exercice 2001
<b>PASSIF</b>		
<b>CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES</b>		
CA Capital	4 500 000 000	4 500 000 000
CB Actionnaires capital non appelé		
CC Primes et réserves	255 906 342	255 906 342
CD Primes d'apport, d'émission, de fusion	1 045 087 734	1 045 087 734
CE Ecarts de réévaluation	909 800 000	855 000 000
CF Réserves indisponibles	4 737 024 973	4 737 024 973
CG Réserves libres	434 556 948	559 704 602
CH Report à nouveau	+ ou -	547 952 346
CI Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	-746 514 367	
CK Autres capitaux propres		
CL Subventions d'investissement	120 742 135	168 936 143
CM Provisions réglementées et fonds assimilés		
CP TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	11 256 603 765	12 669 612 140
<b>DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES (1)</b>		
DA Emprunts	3 619 855 271	3 785 730 022
DB Dettes de crédit-bail et contrats assimilés	10 022 616 207	10 048 140 978
DC Dettes financières diverses	338 500 000	56 150 000
DD Provisions financières pour risques et charges		
DE (1) dont H. A. O. :		
DF TOTAL DETTES FINANCIERES (II)	13 980 971 478	13 890 021 000
DG TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	25 237 575 243	26 559 633 140
<b>PASSIF</b>		
<b>PASSIF CIRCULANT</b>		
DH Dettes circulantes et ressources assimilées H.A.O.	389 743 192	350 034 814
DI Clients, avances reçues	2 594 200 465	5 234 270 277
DJ Fournisseurs d'exploitation	7 630 153 685	7 522 622 551
DK Dettes fiscales	18 727 445 003	42 095 032 112
DL Dettes sociales	1 607 303 360	1 035 723 985
DM Autres dettes	550 988 272	138 893 224
DN Risques provisionnés		
DP TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	31 499 833 977	56 376 576 963
<b>TRESORERIE PASSIF</b>		
DQ Banques, crédits d'escompte		
DR Banques, crédits de trésorerie	1 962 974 468	1 803 381 594
DS Banques, découverts		
DT TOTAL TRESORERIE-PASSIF (IV)	1 962 974 468	1 803 381 594
DU Ecarts de conversion-Passif (V) (gain probable de change)		
DZ TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	58 700 383 688	84 739 591 697

N° d'identification fiscale : 0100984A

**COMPTE DE RÉSULTAT**

	Exercice 2002		Exercice 2001	
<b>CHARGES</b>				
<b>ACTIVITE D'EXPLOITATION</b>				
RA Achats de marchandises				
RB - Variation de stocks		(- ou +)		
		(Marge brute sur marchandises voir TB)		
			4 364 866 855	5 540 007 819
RC Achats de matières premières et fournitures liées			188 581 620	98 395 673
RD - Variation de stocks		(- ou +)		
		(Marge brute sur matières voir TG)		
			6 892 967 274	6 951 665 288
RE Autres achats				
RH - Variation de stocks		(- ou +)	873 944 508	864 595 930
RI Transports			8 828 485 401	9 236 824 525
RJ Services extérieurs			1 162 831 932	1 699 556 930
RK Impôts et taxes			5 333 021 582	1 079 891 505
RL Autres charges				
		(Valeur ajoutée voir TN)		
RP Charges de personnel (1)			8 424 273 785	7 824 814 841
(1) dont personnel extérieur	535 748 765	544 260 550		
RQ		(Excédent brut d'exploitation voir TQ)		
			4 343 832 785	3 764 813 092
RS Dotations aux amortissements et aux provisions				
			40 412 805 742	37 060 565 603
<b>RW Total des charges d'exploitation</b>				
		(Résultat d'exploitation voir TX)		

**PRODUITS****ACTIVITE D'EXPLOITATION**

TA Ventes de marchandises			28 712 648 916	22 326 039 333
<b>TB MARGE BRUTE SUR MARCHANDISES</b>			9 398 826 687	11 496 784 617
TC Ventes de produits fabriqués			452 398 835	
TD Travaux, services vendus		(+ ou -)	519 088 927	1 255 204 913
TE Production stockée (ou déstockage)				
TF Production immobilisée				
<b>TG MARGE BRUTE SUR MATIERES</b>	34 529 514 890	29 439 625 371		
TH Produits accessoires			368 367 182	244 662 491
<b>TI CHIFFRE D'AFFAIRES (1) (TA+TC+TD+TH)</b>	38 479 842 785	34 067 488 441		
TJ (1) dont à l'exportation				
TK Subventions d'exploitation			1 163 456 281	1 041 259 811
TL Autres produits				
<b>TN VALEUR AJOUTEE</b>	12 970 087 656	10 893 013 495		
<b>TQ EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION</b>	4 545 813 871	3 068 198 654		
TS Reprises de provisions			42 150 000	648 023 073
TT Transferts de charges			187 620 336	338 687 497
			40 844 557 164	37 350 661 735
<b>TW Total des produits d'exploitation</b>				
<b>TX RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	431 751 422	290 096 132		
		Bénéfice (+) ; Perte (-)		

N° d'identification fiscale : 0100984A

**COMPTE DE RÉSULTAT**

	Exercice 2002	Exercice 2001
<b>CHARGES</b>		
RW Report Total des charges d'exploitation	40 412 805 742	37 060 565 603
<b>ACTIVITE FINANCIERE</b>		
SA Frais financiers	127 057 198	115 410 962
SC Pertes de change	152 168 000	
SD Dotations aux amortissements et aux provisions		
<b>SF Total des charges financières</b>	<b>279 225 198</b>	<b>115 410 962</b>
	<i>(Résultat financier voir UG)</i>	
<b>SH Total des charges des activités ordinaires</b>	<b>40 692 030 940</b>	<b>37 175 976 565</b>
	<i>(Résultat des activités ordinaires voir UI)</i>	
<b>HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)</b>		
SK Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	1 756 681 134	748 411 331
SL Charges H.A.O.	3 252 500	
SM Dotations H.A.O.		
<b>SO Total des charges H.A.O.</b>	<b>1 759 933 634</b>	<b>748 411 331</b>
	<i>(Résultat H.A.O. voir UP)</i>	
SQ Participation des travailleurs	381 736 016	129 784 693
SR Impôts sur le résultat	381 736 016	129 764 693
SS Total participation et impôts		
<b>ST TOTAL GENERAL DES CHARGES</b>	<b>42 833 700 590</b>	<b>38 054 172 589</b>
	<i>(Résultat net voir UZ)</i>	
<b>PRODUITS</b>		
TW Report Total des produits d'exploitation	40 844 557 164	37 350 661 735
<b>ACTIVITE FINANCIERE</b>		
UA Revenus financiers	149 195 001	425 231 153
UC Gains de change		
UD Reprises de provisions		
UE Transferts de charges		
<b>UF Total des produits financiers</b>	<b>149 195 001</b>	<b>425 231 153</b>
<b>UG RESULTAT FINANCIER (+ ou -)</b>	<b>-130 030 197</b>	<b>309 820 191</b>
<b>UH Total des produits des activités ordinaires</b>	<b>40 993 752 165</b>	<b>37 775 892 888</b>
<b>UI RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (1)</b>		
	<i>(+ ou -)</i>	
UJ (1) dont impôt correspondant	301 721 225	599 916 323
	105 602 429	209 970 713
<b>HORS ACTIVITES ORDINAIRES (H.A.O.)</b>		
UK Produits des cessions d'immobilisations	1 015 232 407	468 072 820
UL Produits H.A.O.	30 007 643	309 965 219
UM Reprises H.A.O.	48 194 008	48 194 008
UN Transferts de charges		
<b>UO Total des produits H.A.O.</b>	<b>1 093 434 058</b>	<b>826 232 047</b>
UP RESULTAT H.A.O. (+ ou -)	-666 499 576	77 820 718
<b>UT TOTAL GENERAL DES PRODUITS</b>	<b>42 087 186 223</b>	<b>38 602 124 935</b>
<b>UZ RESULTAT NET</b>	<b>-746 514 367</b>	<b>547 952 346</b>
	Bénéfice (+) ; Perte (-)	

N° d'identification fiscale : 0100984A

**TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)****CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)**

CAFG = EBE

- Charges décaissables restantes } à l'exclusion des cessions  
+ Produits encaissables restants } d'actif immobilisé

		<b>E.B.E.</b>	<b>4 545 813 871</b>
(SA) Frais financiers	127 057 198	(TT) Transferts de charges d'exploitation	187 620 336
(SC) Pertes de change		(UA) Revenus financiers	149 195 001
(SL) Charges H.A.O.	3 252 500	(UE) Transferts de charges financières	
(SQ) Participation		(UC) Gains de change	30 007 643
(SR) Impôts sur le résultat	381 736 016	(UL) Produits H.A.O.	
		(UN) Transferts de charges H.A.O.	

<b>TOTAL (I)</b>	<b>512 045 714</b>	<b>TOTAL (II)</b>	<b>4 912 636 851</b>
CAFG : Total (II) - Total (I)		= 4 400 591 137 XA	(N - 1) : 3 896 886 868

**AUTOFINANCEMENT (A.F.)**

AF = CAFG - Distributions de dividendes dans l'exercice (1)

AF = 4 400 591 137 - 618 300 000 = 3 782 291 137 XB (N - 1) : 2 659 386 868

**VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E.)**

Var. B.F.E. = Var. Stocks (2) + Var. Créances (2) + Var. Dettes circulantes (2)

	Emplois augmentation (+)	ou	Ressources diminution (-)
<b>Variation des stocks : N - (N - 1)</b>			
(BC) Marchandises		ou	
(BD) Matières premières		ou	430 007 896
(BE) En-cours		ou	
(BF) Produits fabriqués	431 107 287	ou	
<b>(A) Variation globale nette des stocks</b>	<b>1 099 391</b>	<b>ou</b>	

**Variation des créances : N - (N - 1)**

(BH) Fournisseurs, avances versées	226 361 710	ou	
(BI) Clients		ou	27 630 811 140
(BJ) Autres créances	3 019 495 192	ou	
(BU) Ecarts de conversion - Actif (3)		ou	
<b>(B) Variation globale nette des créances</b>		<b>ou</b>	<b>24 384 954 238</b>

**Variation des dettes circulantes : N - (N - 1)**

	Emplois diminution (-)	ou	Ressources augmentation (+)
(DI) Clients, avances reçues	2 640 069 812	ou	
(DJ) Fournisseurs d'exploitation		ou	107 531 134
(DK) Dettes fiscales	23 367 587 109	ou	
(DL) Dettes sociales		ou	571 579 375
(DM) Autres dettes		ou	412 095 048
(DN) Risques provisionnés		ou	
(DU) Ecarts de conversion - Passif (3)		ou	
<b>(C) Variation globale nette des dettes circulantes</b>	<b>24 916 451 364</b>	<b>ou</b>	
<b>VARIATION DU B.F.E. = (A) + (B) + (C)</b>	<b>532 596 517</b>	<b>ou</b>	

**EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION (E.T.E.)**

ETE = EBE - Variation BFE - Production immobilisée

	2002	2001
Excédent brut d'exploitation	4 545 813 871	3 068 198 654
- Variation du B.F.E. (- si emplois ; + si ressources)	(- ou +) -532 596 517	2 328 449 627
- Production immobilisée	-519 088 927	-1 255 204 913
<b>EXCEDENT DE TRESORERIE D'EXPLOITATION</b>	<b>3 494 128 427</b>	<b>4 141 443 368</b>

(1) Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice y compris les acomptes sur dividendes.

(2) A l'exclusion des éléments H.A.O.

(3) En cours d'adoption.

N° d'identification fiscale : 0100984A

**TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS (TAFIRE)**

	Exercice 2002		Exercice 2001
	Emplois	Ressources	(E - ; R +)
<b>I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS</b>			
FA Charges immobilisées (augmentations dans l'exercice) <b>Croissance interne</b>			
FB Acquisitions/Cessions d'immobilisations incorporelles	17 680 377		-196 431 541
FC Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles	3 192 044 001	423 380 188	-4 613 361 865
<b>Croissance externe</b>			
FD Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	52 241 537	591 852 219	-278 654 476
<b>FF INVESTISSEMENT TOTAL</b>	<b>2 246 733 508</b>		<b>-5 088 447 882</b>
<b>II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (cf. supra : Var. B.F.E.)</b>			
<b>FG</b>	<b>532 596 517</b> ou		<b>2 328 449 627</b>
<b>FH A - EMPLOIS ECONOMIQUES A FINANCER (FF + FG)</b>			
	<b>2 779 330 025</b>		<b>-2 759 998 255</b>
<b>III. EMPLOIS/RESSOURCES (B.F., H.A.O.)</b>			
<b>F I</b>	ou	<b>39 708 378</b>	<b>-324 982 799</b>
<b>IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)</b>			
<b>FJ</b>	<b>194 892 224</b>		<b>-194 892 224</b>
Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières (1) A l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII			
<b>FK B - EMPLOIS TOTAUX A FINANCER</b>			
	<b>2 934 513 871</b>		<b>-3 279 873 278</b>
<b>V. FINANCEMENT INTERNE</b>			
<b>FL</b>	<b>618 300 000</b>	<b>4 400 591 137</b>	<b>2 659 386 868</b>
Dividendes (emplois) / C.A.F.G. (Ressources)			
<b>VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES</b>			
<b>FM</b>	Augmentations de capital par apports nouveaux		
<b>FN</b>	Subventions d'investissement		
<b>FP</b>	Prélèvements sur le capital (y compris retraits de l'exploitant)		
<b>VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS</b>			
<b>FQ</b>		<b>29 017 473</b>	<b>421 973 663</b>
<b>FR</b>	<b>25 524 771</b>		<b>784 102 366</b>
Emprunts (2) Autres dettes financières (2) (2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois			
<b>FS C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT</b>			
		<b>3 785 783 839</b>	<b>3 865 462 897</b>
<b>FT D - EXCEDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C - B)</b>			
	ou	<b>851 269 968</b>	<b>585 589 619</b>
<b>VIII. VARIATION DE LA TRESORERIE</b>			
Trésorerie nette			
<b>FU</b>	<b>952 211 159</b>		
à la clôture de l'exercice + ou -			
<b>FV</b>	<b>100 941 191</b>		
à l'ouverture de l'exercice + ou -			
<b>FW</b>	<b>851 269 968</b>	<b>851 269 968</b> ou	<b>585 589 619</b>
<b>VARIATION TRESORERIE :</b> (+ si Emploi ; - si Ressources)			
Contrôle : D = VIII avec signe opposé			
Nota : I, IV, V, VI, VII : en termes de flux ; II, III, VIII : différences "bilantielles"			
<b>CONTROLE (à partir des masses des bilans N et N - 1)</b>			
Variation du fonds de roulement (F.d.R.)	: FdR(N) - FdR(N - 1)	ou	1 344 158 107
Variation du B.F. global (B.F.G.)	: BFG(N) - BFG(N - 1)	ou	492 888 139
Variation de la trésorerie (T)	: T(N) - T(N - 1)	ou	851 269 968
<b>TOTAL</b>		<b>1 344 158 107</b>	<b>= 1 344 158 107</b>

N° d'identification fiscale : 0100984A.



## ETAT ANNEXÉ

### Règles Générales d'Établissement et de Présentation des Comptes de l'Exercice Clos le 31 décembre 2002

Les comptes de l'exercice de douze mois (12) ont été arrêtés conformément aux principes comptables fondamentaux définis dans le référentiel du Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) applicables et en vigueur en Côte d'Ivoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1998. Ces comptes sont comparables à ceux de l'exercice 2001.

L'état annexé aux états financiers présente les principales règles et méthodes comptables appliquées par la SODECI pour établir ses états financiers, les règles spécifiques et les autres informations nécessaires pour l'appréciation de ces états financiers.

### A. Règles et méthodes comptables

#### Charges Immobilisées

Les charges immobilisées sont constituées de frais d'augmentation de capital. Elles sont amorties selon le mode linéaire sur la base d'une durée de 5 ans.

#### Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement sont totalement amortis au 31 décembre 2002. Les logiciels, les frais de développement et les études informatiques sont amortis selon le mode linéaire sur la base des durées d'utilisation prévues qui sont comprises entre 3 et 5 ans.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût de revient et sont comptabilisées au coût historique. Les immobilisations corporelles ont été réévaluées conformément à la Loi de finances 1995 par application d'un coefficient de 1,4 sur les immobilisations existantes au 12 janvier 1994. Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire sur la base de leur durée probable d'utilisation :

Bâtiments industriels et administratifs	20 ans
Matériel et outillage	7-10 ans
Compteurs SODECI	10 ans
Matériel de transport et agencements véhicules	3-5 ans
Engins de travaux publics	5 ans
Matériel de bureau	7-10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Mobilier des agents	10 ans
Matériel informatique	5 ans

#### Immobilisations financières

Les immobilisations financières de la SODECI sont enregistrées au coût d'acquisition et comprennent :

- trois emprunts AFD (PPM, PCI et Assainissement),
- des obligations FNI pour 304 Millions FCFA (après cession de 794 Millions FCFA) remboursables par tranche de 6 mois sur 5 ans, au taux de 4% et des titres RCI 2,5% sur 40 ans (24 Millions de FCFA). Ces titres sont comptabilisés à leur valeur nominale et ont été provisionnés à 50%,
- un prêt BICT accordé à l'Etat, suite à la transformation d'un avoir bancaire après liquidation, ce prêt est provisionné à 100%,
- des dépôts et cautions versés.

#### Stocks

Les stocks sont suivis en inventaire permanent et sont valorisés par la méthode du coût moyen pondéré. Les compteurs produits par la SOCA et les compteurs « retours terrains » sont évalués à un coût pré-établi.

Les stocks des importations facturées et non arrivées sont comptabilisés en marchandises en cours d'acheminement.

Les dépréciations obéissent à des règles précises et concernent les matériels obsolètes, notamment électromécaniques et les compteurs réformés.

**Clients et comptes rattachés**

Ce poste comprend l'ensemble de nos créances relatives aux activités eau, assainissement et travaux. Les créances du secteur public et parapublic et compte tenu des compensations qui sont régulièrement faites, ne font pas l'objet de provisions pour dépréciation, quels que soient les retards de règlement exception faites des créances sur les sociétés d'Etat en liquidation et mairies. Toutes les provisions sont constituées hors taxes (TVA, Surtaxes et Fonds de développement) sur la part SODECLI nette des avances sur consommations.

En ce qui concerne l'activité travaux, les créances sur les entreprises du secteur privé et les personnes physiques sont provisionnées à hauteur de 50% sur les créances actives et 95% sur les créances douteuses.

Les créances sur les clients eau et assainissement du secteur privé et des personnes physiques sont provisionnées selon une méthode statistique (impayé <= à 3 ans) et à hauteur de 95% des impayés antérieurs à 3 ans.

Au 31 décembre 2002, nous avons mis à jour la provision sur trois sociétés d'Etat en liquidation à hauteur de 100% de la part SODECLI.

Les émissions d'eau en compteur consommées mais non encore relevées et donc facturées à la date de clôture représentent des produits à recevoir qui sont calculés selon une méthode statistique sur la part SODECLI à recevoir. Les travaux en cours de réalisation en fin d'année (les travaux neufs, travaux de renouvellement et travaux d'entreprise) sont évalués et comptabilisés en produits à recevoir afin de prendre en comptabilité le bénéfice à l'avancement sur l'exercice clôturé.

**Provisions réglementées**

La provision réglementée comprend une plus value sous condition de réemploi (article 8 du CGI) réinvestie en 2000 en totalité pour 241 Millions de FCFA. Cette plus value sera reprise au compte de résultat suivant l'amortissement des biens. La reprise pour l'exercice s'élève à 48 Millions FCFA.

**Dettes financières**

Les dettes LMT sont constituées des avances sur consommations versées par nos clients et des emprunts contractés auprès de l'AFD pour le compte de l'Etat et garantis par SODECLI.

TABLEAU DE VARIATION DES PROVISIONS AU 31 DECEMBRE 2002 (En KFCFA)

DESIGNATION	Provisions existantes au 31/12/01	Dotations aux provisions	Reprises des provisions	Provisions existantes au 31/12/02
EAU	1 139 369	3 538 157	542 317	4 135 209
Dont lié à la Guerre		980 101		980 101
FRAIS DE RECOUVERMENTS TRAITES ET CHQ. IMPAYES	70 193	42 571	22 821	89 943
TRAVAUX LIES A L'EXPLOITATION	165 749	117 806		283 555
EXPLOITATION EAU	1 375 311	3 698 534	565 138	4 508 709
AUTRES ACTIVITES	383 755	186 369	256 000	314 124
DEPRECIATION / CLIENTS	1 759 067	3 884 903	821 138	4 822 832
DEPRECIATION / STOCKS	53 770	273 847	11 129	316 488
Dont lié à la Guerre		184 461		184 461
DEPRECIATION / AUTRES DEBITEURS	90 160	78 917	6 391	162 685
DEPRECIATION / IMMOBILISATIONS CORP & FIN	24 919	351 392		376 311
Dont lié à la Guerre		199 224		199 224
<b>TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIATION</b>	<b>1 927 915</b>	<b>4 589 059</b>	<b>838 659</b>	<b>5 678 316</b>
CHARGES	40 000	300 000	40 000	300 000
Dont lié à la Guerre		300 000		300 000
RISQUES JURIDIQUES	16 150	24 500	2 150	38 500
<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>56 150</b>	<b>324 500</b>	<b>42 150</b>	<b>338 500</b>
PLUS VALUES SOUS CONDITIONS DE REEMPLOI	168 936		48 194	120 742
<b>TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES</b>	<b>168 936</b>		<b>48 194</b>	<b>120 742</b>
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>2 153 001</b>	<b>4 913 559</b>	<b>929 003</b>	<b>6 137 558</b>
Dont lié à la Guerre		1 663 787		1 663 787

**Provisions liées à la guerre**

Les matériels et outillage, les matériels et mobiliers de bureau, les matériels informatiques et le matériel de transport situés dans les zones de guerre ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de 50% de la valeur nette comptable. Les stocks détenus par la société

dans les zones de guerre et sur lesquels pèsent des risques de perte ont été dépréciés en totalité. Les consommations d'eau non facturées du fait de la situation de guerre ont été valorisées et dépréciées en totalité.

## B. Méthodes spécifiques d'évaluation appliquées par l'entreprise

### PRODUCTION ET IMMOBILISATION DES COMPTEURS

Les matériels et outillages de l'entreprise comprennent des compteurs fabriqués par la SOCA qui font l'objet d'un traitement spécifique.

Les compteurs fabriqués sont initialement comptabilisés en stocks de produits finis et valorisés à leur coût de revient selon la méthode FIFO. Ils sont immobilisés par lots à un coût réel au fur et à mesure de leur installation chez les abonnés sur la base des sorties de stocks issues de l'inventaire permanent.

Les compteurs défectueux provenant du terrain donnent lieu à l'enregistrement d'écritures de cession d'immobilisations et de retour en stocks. Ces cessions sont imputées sur les lots de compteurs immobilisés les plus anciens.

### OPERATIONS LIÉES AUX CONTRATS DE CONCESSION ET D'AFFERMAGE DE SERVICES PUBLICS : INCIDENCE SUR LA PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS

#### Immobilisations :

Par application du contrat de concession qui court jusqu'en 2007, les comptes de la SODECI n'intègrent pas dans les immobilisations les biens mis à disposition par l'Autorité Concédante pour assurer la production et la distribution de l'eau en Côte d'Ivoire. De même, les comptes de SODECI ne présentent pas les immobilisations utilisées et mises à disposition par l'Autorité Contractante pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan.

#### Dettes et créances rattachées :

Conformément à la concession, les travaux neufs, les branchements sociaux, le renouvellement des immobilisations, le contrôle du service concédé et le contrôle de la qualité de l'eau sont financés par des dotations comprises dans le prix de l'eau (Fonds de développement) facturées aux usagers. La SODECI gère ce fonds dans ses comptes qui s'élevait au 31 décembre 2002 à 2,06 Milliards FCFA. De même, la surtaxe deuxième volet de la taxe spéciale sur l'eau (LF 1994) destinée à apurer les emprunts contractés par l'Etat, à financer l'étude et la réalisation des travaux d'hydraulique villageoise et urbaine est comptabilisée dans des comptes de passif dès l'émission de la facturation Eau. Elle est apurée pour la part encaissée qui est reclassée dans des comptes séparés de manière à faire apparaître les surtaxes facturées non encaissées et les surtaxes encaissées à reverser. Les surtaxes encaissées s'élevaient à 3,272 Milliards FCFA au 31 décembre 2002.

Conformément au contrat d'affermage, la contribution développement assainissement est exclusivement affectée au financement de la réalisation des programmes de travaux neufs et de renouvellement, de branchements sociaux, au remboursement de la dette et au contrôle.

#### Emprunts

Les emprunts à long terme sont relatifs aux emprunts accordés par l'Agence Française de Développement (AFD). Il s'agit d'un accord de financement à long terme négocié en nom propre par la SODECI avec l'accord de l'Autorité Concédante (Etat de Côte d'Ivoire) qui en supportera le remboursement par prélèvement sur les comptes de surtaxes et conservera la propriété des ouvrages livrés. L'endettement SODECI est compensé par les immobilisations financières de même montant.



## C. Autres informations

### Engagements financiers (hors bilan)

Il n'est pas fait obligation de constater comptablement les indemnités dues au titre de départ à la retraite pour l'ensemble du personnel. Les droits acquis par le personnel, au titre des « indemnités de fin de carrière » sont évalués sur la base des dispositions de la Convention Collective Interprofessionnelle de Côte d'Ivoire au 31 décembre 2002 à 1,82 Milliards FCFA. Les avals, cautions et garanties donnés sont essentiellement des cautions données et reçues dans le cadre des marchés de travaux, de cautions fiscales (douanières) et contractuelles (concessions).

#### ENGAGEMENTS FINANCIERS AU 31-12-2002

Engagements Reçus	Engagements Donnés
600 000	2 404 905 453

### Composition du capital et filiales

#### Composition du capital :

Saur International	46.07%
Divers Ivoiriens	38.46%
FCP SODECI	7.17%
SIDIP	4.81%
Etat de Côte d'Ivoire	3.25%
Divers Etrangers	0.25%

#### Filiales :

SODECI détient 13,33% du Capital de SC2I (Société de Conception et d'Ingénierie Informatique - Société de droit ivoirien) et 85% du capital de LOGIVOIRE (Société à responsabilité limitée de promotion immobilière) destinée à la réalisation de logements pour les agents.

#### Situation fiscale latente : Analyse de l'impôt différé (ID)

Elle résulte des décalages temporaires d'imposition (Congés payés personnel, autres provisions non déductibles). Conformément aux prescriptions du SYSCOA, les ID ne sont pas comptabilisés, seul l'impôt exigible au cours de l'exercice est comptabilisé.

#### Rémunération des membres du Conseil d'administration

Les rémunérations versées aux membres du Conseil d'Administration sont de 26 Millions de FCFA pour l'exercice 2002.

#### Evénement post-clôture

Néant.